



Bundesrepublik Nigeria



1 Allgemeine Informationen¹

Fläche:	923'773 km ² (Schweiz: 41'290 km ²)
Hauptstadt:	Abuja (seit 1991)
Bevölkerung / Bevölkerungswachstum ² :	195.8 Mio. / 2.5% (2018, Schätzung)
Staats- und Regierungschef:	Muhammadu BUHARI (seit Mai 2015)
Vizepräsident:	Yemi OSINBAJO (seit Mai 2015)
Handels-, Investitions- und Industrieminister:	Otunda ADENIYI ADEBAYO (seit August 2019)
Finanzministerin:	Zainab AHMED (seit August 2019)
Aussenminister:	Geoffrey ONYEAMA (seit November 2015)
Ölminister:	Präsident Muhammadu BUHARI
Gouverneur der Zentralbank:	Godwin EMEFIELE (seit Juni 2014)
Nächste Wahlen:	2023 (Parlament und Präsident)
Schweizer Kolonie in Nigeria: ³	262 (2018)
Nigerianische Kolonie in der Schweiz: ⁴	2'109 (Februar 2019)

¹ World Bank: Development Indicators Nigeria.

² United Nations Population Division

³ EDA: Auslandschweizerstatistik 2018.

⁴ SEM: Bestand der ständigen und nicht ständigen ausländischen Wohnbevölkerung in der Schweiz, Feb 2019.

1.1 Wichtigste Wirtschaftsdaten⁵

	2017	2018	2019	2020
BIP-Wachstum (%)	0.8	1.9	2.3	2.5
BIP (USD Mrd.)	376.4	398.2	446.5	494.8
BIP/Einwohner (USD)	1'972	2'033	2'222	2'400
Inflationsrate (%)	16.5	12.1	11.3	11.7
Arbeitslosenrate (%)	17.5	22.6	n/a	n/a
Haushaltsbilanz (% des BIP)	-5.4	-4.5	-5.0	-4.7
Gesamtverschuldung (% des BIP)	25.3	27.3	29.8	31.4
Leistungsbilanz (% des BIP)	2.8	1.3	-0.2	-0.1

[] = estimations

1.2 Aussenhandel Nigerias 2018⁶

Export Partner			
Total volume	65'415	100%	
(in Mio. USD):			
1	India	20'223	30.9
2	United States	4'767	7.3
3	Spain	4'358	6.7
4	France	4'250	6.5
5	South Africa	3'865	5.9
6	Indonesia	3'643	5.6
7	Netherlands	3'450	5.3
8	China	3'219	4.9
9	Italy	2'570	3.9
10	United Kingdom	2'226	3.4
27	Switzerland	67	0.1

Import Partner			
Total volume	35'227	100%	
(in Mio. USD):			
1	China	8'507	24.2
2	United States	3'728	10.6
3	Belgium	3'685	10.5
4	Netherlands	2'477	7.0
5	United Kingdom	2'029	5.8
6	India	1'716	4.9
7	South Korea	1'582	4.5
8	Russia	1'262	3.6
9	Norway	1'072	3.0
10	Germany	1'043	3.0
17	Switzerland	351	1.0

Il faut noter que les statistiques du FMI (données fournies par le Nigéria), présentées dans le tableau ci-dessus, et celles de la Suisse quant au commerce entre les deux pays peuvent différer énormément. L'Administration fédérale des douanes en Suisse prend en compte tout ce qui entre et sort physiquement du pays. La manière dont le Nigéria récolte ses données peut être très différente. Il est possible que les **douanes nigérianes aient enregistré le pays de facturation au lieu du pays d'origine**. Ce problème est particulièrement important pour la Suisse, vu le nombre de sociétés de négoce établies dans notre pays.

⁵ Wenn nicht anders vermerkt: International Monetary Fund (IMF): World Economic Outlook (WEO) Database, October 2019.

⁶ IMF: Direction of Trade Statistics (DOTS).

1.3 Wirtschaftslage⁷

Structure de l'économie

Le Nigéria est la plus grande économie d'Afrique (en termes de PIB), devant l'Afrique du Sud. Mit fast 196 Millionen Einwohnern ist Nigeria darüber hinaus das **bevölkerungsreichste Land** auf dem afrikanischen Kontinent und reich an Bodenschätzen wie Zinn, Eisen, Blei, Zinkerz, Kohle, Kalk, Öl und Gas. Als grosser Ölproduzent ist Nigeria in hohem Masse vom Erdölexport abhängig, welcher das Rückgrat der Wirtschaft bildet und für rund 90% der Exporterlöse verantwortlich ist. Der Anteil des Ölsektors am BIP wird demgegenüber auf rund 9% geschätzt. Insgesamt entfallen auf den **Industriesektor** rund **22% des BIP**. Die verarbeitende Industrie konzentriert sich vorwiegend um den Raum Lagos und produziert hauptsächlich Textilien, Getränke, Zigaretten und Zement. Nigerias Regierung fördert zudem stark den Ausbau der Automobilindustrie und der Logistik (u.a. Häfen, Strassen). Die **Landwirtschaft** macht noch einen Anteil von rund **25% am BIP** aus. Die landwirtschaftlichen Erzeugnisse setzen sich vorwiegend aus Yamswurzeln, Süsskartoffeln, Catjangbohnen, Cassava, Kakao Bohnen, Hirse und Sorghum sowie Erdnüssen zusammen. Dem **Dienstleistungssektor** fallen die restlichen **53% des BIP** zu, wobei insbesondere die Bank-, Telekommunikations- und Konsumgüterbranchen zum Wirtschaftswachstum des Landes beitragen.

Politique économique

Avec la réélection en mars 2019 du Président Buhari pour un second mandat, les politiques économiques ne devraient pas changer drastiquement. Pour rappel, la chute des prix du pétrole à la fin de l'année 2014 a provoqué de sérieuses difficultés à l'économie nigériane : chute des réserves de devises étrangères, ralentissement puis récession économique (2016), détérioration de l'équilibre budgétaire du pays, etc. Ces conséquences ont poussé le gouvernement à **interdire les importations de 42 produits** et de mettre un **plan de diversification de l'économie (Economic Recovery and Growth Plan 2017-2020)**. La mise en œuvre de ce plan est bien en cours, mais les résultats se font encore attendre. Les objectifs clés de ce plan sont la **mobilisation de revenu**, les **réformes du secteur de l'énergie** et **l'intensification des efforts anti-corruption**. Pour atteindre ces objectifs, une amélioration des infrastructures et une diversification de l'économie sont nécessaires. En effet **l'économie nigériane est encore trop dépendante de l'or noir** (10% du PIB), puisque le revenu généré par les exportations de pétrole compte pour près de 65% des recettes étatiques. Peu à l'aise avec les **dossiers économiques**, le Président Buhari laisse son **Vice-Président Yemin Osinbajo** s'en charger. Ce dernier a prouvé toutes ces compétences en la matière, notamment durant les longues absences répétées du Président en 2018 en séjour médical à Londres.

Au cours des dernières années, le Nigéria est devenu un pays relativement **protectionniste**. Un Presidential Executive Order a par exemple été émis en ordonnant que toutes les entités publiques qui lancent des appels d'offres donnent la préférence à des entreprises locales lors de l'attribution des contrats. Cet Order interdit également le Ministère de l'Intérieur d'octroyer des visas à des travailleurs étrangers lorsque les compétences recherchées sont disponibles sur le marché du travail domestique. Par ailleurs, l'interdiction d'importations de 42 produits mentionné ci-dessus s'explique par la volonté d'encourager d'une part la production locale et d'autre part de préserver les réserves en devises étrangères. Avec la chute des prix de l'or noir entamée en 2014, les réserves de devises étrangères ont dévissé pour atteindre USD 27 milliards fin 2016. Depuis, le pays a su accumuler des réserves qui se sont élevées à USD 43 milliards à la fin 2018 (selon la CBN). Cette augmentation est non seulement due à l'augmentation du prix du pétrole et de la production, mais également à un important apport de devises à travers des « hot money inflows », une **émission d'Eurobonds** et une **mise à disposition facilitée de devises pour les investisseurs et les exportateurs**. Il faut

⁷ IMF: World Economic Outlook (WEO) Database October 2019, Article IV Consultation Nigeria, April 2019; Ambassade suisse à Abuja: Rapport économique 2019;

également noter que, malgré des réserves en augmentation, la CBN maintient la **restriction d'accès à certaines devises et plusieurs taux de change sont imposés selon les secteurs**. Ce **système de taux de change multiples** permet au gouvernement de subventionner les secteurs qu'il considère comme économiquement et/ou politiquement importants.

Bien qu'un des plus gros producteurs de pétrole du monde, le **Nigeria ne possède pas suffisamment d'infrastructures de raffinage et se voit donc dans l'obligation de devoir importer une grande partie de ces produits raffinés**. La Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), compagnie pétrolière nationale, est le seul importateur depuis que le prix du baril a dépassé le prix fixe de 145NGN et qu'il n'était plus rentable pour les différents importateurs d'approvisionner le pays. La NNPC importe donc « à perte », perte que le gouvernement couvre avec un subside. Il ne semble pas que le président veuille changer de système, malgré les critiques répétées.

En ce qui concerne les réformes dans le secteur de l'énergie, les autorités ont implémenté un **Power Sector Recovery Plan (PSRP)** composé de réformes légales et régulatrices. Ce plan est principalement important pour le secteur de **l'électricité, dont la distribution est mauvaise et peu fiable**. Ceci porte ainsi préjudice pour faire des affaires et résulte en un manque à gagner très important de USD 29 milliards par année selon PSRP.

Conjoncture

Après une année 2016 très difficile pour l'économie nigériane, où le PIB s'est contracté de 1.5%, la **croissance a repris en 2017 et 2018** (0.8% et 2.1% respectivement). La **remontée du prix du pétrole** en est la principale cause. Cependant, cette reprise peut également être attribuée à une politique monétaire restrictive, une convergence vers un taux de change unique, un plus grand accès aux marchés internationaux et à des efforts pour améliorer le climat des affaires. Tous ces changements ont contribué à une reprise de l'économie, une réduction de l'inflation et le renforcement des « tampons » de sécurité.

A travers la politique monétaire restrictive de la CBN, **l'inflation a pu être maintenue à un niveau assez bas de 12.1% en moyenne sur l'année 2018**, reflétant, entre autres, une faible demande des consommateurs, un taux de change assez stable (même s'il reste fragmenté comme mentionné plus haut) et une baisse de l'inflation des prix de la nourriture. Ce taux d'inflation contraste avec celui de 18.5% en 2016, mais reste tout de même en-dessus de l'objectif de 6-9% de la CBN. **Une augmentation de l'inflation à cause des élections et de l'augmentation du salaire minimum était anticipée, mais ne s'est pas matérialisée**. Le déficit budgétaire était de 4.5% en 2018 et devrait avoisiner les 5% en 2019. Quant à la balance du compte courant, elle a dégagé un excédent de 1.2% en 2018, mais devrait être déficitaire en 2019 (-0.2%).

Herausforderungen

- Starke Abhängigkeit vom Erdölgeschäft und geringer Diversifizierungsgrad der Wirtschaft (die Erdölförderung führte zu einem substantiellen Abbau der Landwirtschaft und der industriellen Produktion);
- Auswirkungen der Ölförderung (grossflächige Umweltverschmutzungen im Niger Delta, Kriminalität rund um die Ölindustrie, die von Entführungen, Öldiebstahl, illegalen Raffinerien, Betrugereien und Piraterie lebt);
- Prekäre Sicherheitslage (u.a. blutiger Konflikt im Norden und teilweise Zentrum des Landes durch Boko Haram, unterschiedlich motivierte Konflikte und Gewaltausbrüche insb. im Plateau State, hohe Kriminalität im Niger Delta, allg. „low-trust“-Kultur und Betrugereien);
- Systemische Korruption in Staat, Wirtschaft und Gesellschaft, einhergehend mit schwacher Rechtsstaatlichkeit, Straflosigkeit und weit verbreiteter, mangelnder Rechenschaftspflicht;
- Armut und grosse regionale Unterschiede in der Einkommensverteilung;
- Einschneidende Infrastrukturdefizite (insb. Elektrizität);

- Mangelhaftes Bildungswesen (insb. ungenügende Lehrlingsausbildung, fehlende technische Expertise, *mismatch* zwischen der Ausbildungsqualität und den Bedürfnissen der Privatwirtschaft);
- Unter- und Fehlbeschäftigung, fehlende Jobaussichten und Perspektivlosigkeit insbesondere unter Jugendlichen.

Relations internationales et compétitivité

Après plus d'une année de consultations nationales, le Nigéria a fini par signé le **African Continental Free Trade Area (AfCFTA)**, qui a comme but la création d'une zone de libre-échange à l'échelle continentale. De manière générale, il faut souligner que le pays a tendance à **maintenir une politique économique protectionniste à cause de son manque de compétitivité et de forts lobbys internes**.

Le Nigéria domine la **Economic Community of West African States (ECOWAS)**. Le pays représente à lui seul 70% de son PIB, prenant en charge 50% de son budget.

En ce qui concerne les accords bilatéraux, le **Nigéria a signé fin 2017 une déclaration conjointe avec l'AELE**. Il est important de comprendre qu'une déclaration comme celle-ci ne va pas aussi loin qu'un accord de libre-échange, comme par exemple l'**Economic Partnership Agreement (EPA), que l'UE essaie de mettre en place avec l'ECOWAS**. Dans cette déclaration conjointe de coopération économique, nous trouvons l'échange d'informations au premier plan, mettant ainsi l'accent sur l'amélioration des conditions pour le secteur privé. La situation des relations commerciales entre la Suisse et le Nigéria ne va donc que très peu changer. **Le Nigéria se bat d'ailleurs au sein de l'ECOWAS pour contrer toute tentative d'adhésion à cet EPA avec l'UE**, bien que cette dernière soit son partenaire commercial le plus important. En effet, le Nigéria est satisfait avec sa situation actuelle, d'autant plus que le pays profite du GSP (un système de concessions douanières unilatérales) que l'UE et d'autre pays comme la Suisse offrent aux pays les plus pauvres. Ainsi, si le pays venait à accepter l'EPA, il devrait ouvrir ses propres frontières, ce à quoi de **forts lobbys internes s'opposent**. Finalement, l'information circule que le Nigéria souhaite revoir tous ses accords économiques bilatéraux pour les baser sur le modèle de cette déclaration conjointe avec l'AELE.

Dans le rapport annuel de *Global Competitiveness* du WEF⁸, le Nigéria atteint la 116^e place sur un total de 141 pays avec un score de 48 sur 100.

Dans le *Doing Business 2020*⁹ la Banque mondiale classe le Nigéria en 131^e position sur 190 pays. Le Nigéria a gagné 39 places dans le classement depuis 2016. Les réformes implémentées par le Presidential Enabling Environment Business Council (PEBEC), sous la direction du Vice-Président, sont une des causes ces améliorations au classement. Le Nigéria continue à travailler activement sur l'amélioration de son *Doing Business* index, ce qui devrait continuer à attirer l'attention des investisseurs. Néanmoins, dans les faits, le climat des affaires reste très difficile.

Selon *Transparency International* la corruption est très marquée au Nigéria. Ainsi, le pays se situe au 144^e (sur 180 pays) au classement du *Corruption Perceptions Index 2018 (CPI)*¹⁰ avec un score de 27 sur 100 (28 en 2017).

⁸ World Economic Forum: Global Competitiveness Report 2019.

⁹ Banque Mondiale: Ease of Doing Business Report 2020

¹⁰ Transparency International: Corruption Perceptions Index 2018

1.4 Mitgliedschaft in Wirtschaftsorganisationen (nicht abschliessende Liste)

Organisations internationales importantes: [IWF](#), [World Bank](#), [WTO](#), [UNO](#), [EITI](#) (compliant country), [OPEC](#)

Organisations régionales importantes: [AU](#) (African Union), [AfDB](#), [COPAL](#) (Alliance of Cocoa Producing Countries)¹¹, [ECOWAS](#) (Economic Community of West African States), [WAMI](#) (West African Monetary Institute), [COPAZ](#) (Co-Prosperity Alliance Zone)¹²

¹¹ Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Kamerun, Nigeria, Sao Tomé & Príncipe, Togo.

¹² 4 Pays: Nigeria, Ghana, Benin und Togo.

2 Bilaterale Wirtschaftsbeziehungen

2.1 Wirtschaftsabkommen sowie weitere bilaterale Vereinbarungen (nicht absch. Liste)

- [Investitionsschutzabkommen](#) (ISA), unterzeichnet am 30.11.2000, in Kraft seit 01.04.2003.
- [Abkommen über den Luftverkehr](#), unterzeichnet am 12.09.1980, in Kraft seit 19.11.1981.
- [Joint Declaration on Economic Cooperation between EFTA and Nigeria](#), signée le 12.12.2017.

2.2 Handelsverkehr¹³

Plus grosse économie du continent africain, le Nigéria est le 5ème partenaire commercial de la Suisse en Afrique selon les chiffres provisoires pour 2018, avec un volume d'échange qui a atteint CHF 832.3 millions en 2018. Les exportations suisses vers le Nigéria se sont montées à CHF 210.7 millions (+13.8% par rapport à 2017), principalement composées de machines (29.1%), de produits pharmaceutiques (28%) et de produits colorants (13.2%). Quant aux importations, elles se sont chiffrées à CHF 621.6 millions en (+18.1% par rapport à 2017), composées à 98.5% de pétrole brut. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation du prix du pétrole durant la majeure partie de l'année 2018. En effet, l'augmentation ne se reflète pas en termes de volume qui, lui, subit une baisse (-11.1%). Le Nigéria a toujours été l'un des principaux fournisseurs de pétrole brut de la Suisse et en est d'ailleurs le premier depuis 2015. En 2018, l'or noir nigérian a représenté 37.8% des importations totales de pétrole brut en Suisse (en recul par rapport à 2017, où le pétrole brut nigérian représentait 45.3%).

2.2.1 Handelsentwicklung (Total 2)¹⁴

	Exporte (Mio. CHF)	Variation (%)	Importe (Mio. CHF)	Variation (%)	Saldo (in Mio.)	Volumen (in Mio.)
2000	94.6	5.5	604.2	73.0	-509.6	698.8
2005	118.7	-17.5	580.6	0.7	-461.9	699.3
2010	268.9	43.1	257.5	7.8	11.4	526.4
2012*	221.5	<i>Nicht vergleichbar *)</i>	514.7	<i>Nicht vergleichbar *)</i>	-293.2	736.2
2013	230.9	4.3	795.4	54.5	-564.5	1026.3
2014	240.6	4.2	783.1	-1.6	-542.5	1'023.7
2015	182.7	-24.1	462.2	-41.0	-279.5	644.9
2016	141.7	-22.4	328.3	-29.0	-186.6	470.0
2017 (Total 1)**	185.1 (185.1)	30.6 (30.6)	526.4 (523.8)	60.3 (61.6)	-341.3 (-338.8)	711.5 (708.8)
2018 (Total 1)**	210.7 (210.7)	13.8 (13.8)	621.6 (619.3)	18.1 (18.2)	-410.9 (-408.6)	832.3 (829.9)

*) Ab dem 01.01.2012 hat die EZV die Berechnungsmethode für die Importe und Exporte geändert. Infolgedessen sind Vergleiche zwischen 2012 und den vorhergehenden Jahren nicht mehr möglich.¹⁵

***) Total "Konjunktursicht" (Total 1): ohne Gold in Barren und andere Edelmetalle, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten.

****) Im Vergleich zur selben Periode im Vorjahr.

¹³ Source: Administration fédérale des douanes

¹⁴ [Eidgenössische Zollverwaltung EZV](#), Gesamttotal (Total 2): mit Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten. Das Total 2 vor 2012 enthält kein Gold, Silber und Münzen.

2.2.2 Wichtigste Handelsgüter (Total 2)

Exporte in Mio. CHF (% des Totals)	2016	2017	2018
Maschinen (nicht elektrisch)	25.8	34.4	29.1
Pharmazeutische Erzeugnisse	30.5	24.4	28.0
Farbstoffe	6.7	11.8	13.2
Importe in Mio. CHF (% des Totals)	2016	2017	2018
Energieträger (Rohöl)	97.6	97.8	98.5

2.2.3 Schweizerische Exportrisikoversicherung (SERV)

SERV-Risikostufe:¹⁶ 6. Die Kreditfrist ist kurzfristig (weniger als 2 Jahre) sowie mittel- und langfristig (mehr als 2 Jahre) offen.¹⁷

2.3 Ausländische Direktinvestitionen

Selon le dernier rapport d'UNCTAD¹⁸, les flux d'investissements étrangers à destination du Nigéria ont baissé de 43% entre fin 2017 et fin 2018, pour atteindre USD 2 milliards (USD 3.5 milliards fin 2017, USD 4.5 milliards en 2016). Il s'agit de la deuxième baisse consécutive que connaît le pays. Quant au stock des IDEs, il s'est élevé à USD 99.7 milliards fin 2018.

2.3.1 Schweizer Direktinvestitionen¹⁹

Der Kapitalbestand der Schweizerischen Direktinvestitionen in Nigeria belief sich Ende 2017 auf CHF 416 Mio. (Ende 2017: CHF 430 Mio.). Im Jahr 2018 beschäftigten Schweizer Unternehmen 7'953 Personen in Nigeria (2017: 8'250).

La présence économique suisse au Nigéria est importante. Selon le Consulat général à Lagos, 54 entreprises suisses y sont enregistrées et sont actives dans de nombreux secteurs (pharmas, agriculture, alimentaire, finance, transport, énergie). Ce nombre est beaucoup plus élevé que pour d'autres pays d'importance économique similaire tels que l'Espagne (17), l'Autriche (15) ou le Danemark (10).

Lagos, avec ses 23 millions d'habitants (plus grande ville d'Afrique), et le Nigéria, avec près de 200 millions de personnes et un taux démographique à près de 3%, font forcément de ce marché une attraction importante. De plus Lagos, qui a une bonne connexion aérienne avec l'ensemble du continent peut être intéressant pour y installer un hub régional ou continental.

L'augmentation de l'intérêt pour le Nigéria au sein de l'économie suisse en augmentation depuis trois ans. Depuis la fin de 2015, plus d'une dizaine d'entreprises suisses se sont installées à Lagos.

¹⁶ Die Risikokala der [SERV](#) geht von 0 (niedriges Risiko) bis 7 (hohes Risiko).

¹⁷ Die OECD hat im Juni 2016 aufgrund der schwierigen wirtschaftlichen Lage die Länderklassifizierung für Nigeria von 5 auf 6 angepasst.

¹⁸ UNCTAD: World Investment Report 2019

¹⁹ [Schweizerische Nationalbank](#) (SNB).

2.4 Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung

SECO-Kooperation: Nigeria ist für die Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung des SECO kein Schwerpunktland.

DEZA-Kooperation: Keine direkte vor Ort, jedoch eine Zusammenarbeit im Rahmen der Migrationspartnerschaft.

SEM: Migrationspartnerschaft Schweiz - Nigeria: Am 14. Februar 2011 unterzeichneten die Schweiz und Nigeria ein *Memorandum of Understanding* (MoU) über eine Migrationspartnerschaft. Ein *Joint Technical Committee* (am 21.06.2011 offiziell gegründet) koordiniert die Umsetzung der Tätigkeiten, welche im MoU aufgelistet sind. Im Rahmen dieser Partnerschaft findet regelmässig ein Migrationsdialog statt, wobei verschiedene Projekte umgesetzt werden. Manche dieser Projekte werden von der DEZA, andere vom Staatssekretariat für Migration (SEM), andere von der Abteilung Menschliche Sicherheit des EDA unterstützt.

2.5 Letzte Besuche

- | | |
|---------|---|
| 05/2014 | Wirtschaftsmission von StS M.-G. Ineichen-Fleisch nach Nigeria (Abuja, Lagos) und Ghana mit Beteiligung des Privatsektors |
| 03/2016 | Reise von BR Didier Burkhalter nach Abuja und Lagos, Eröffnung des Schweizerischen Generalkonsulats in Lagos |
| 04/2017 | Rencontre bilatérale entre le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann et le Ministre nigérien de l'Industrie, du commerce et des investissements Okechukwu Enelamah à Berne |
| 12/2017 | Unterzeichnung der Joint Declaration on Economic Cooperation zwischen der EFTA und Nigeria am 12.12.2017 am Rande der WTO-Ministerkonferenz in |
| 03/2018 | Wirtschaftsmission von Bundesrat Johann N. Schneider-Ammann mit gemischter Delegation nach Nigeria und Côte d'Ivoire, 21.-25.03.2018 |

2.6 Handelskammern und nützliche Adressen

- [Handelskammer Schweiz – Afrika](#)
- [Swiss-African Business Circle SABC](#)
- [Switzerland Global Enterprise](#)

Offizielle Vertretungen

Schweizerische Botschaft in Abuja

Adresse

Embassy of Switzerland
157, Adetokunbo Ademola Cr.
Wuse II
Abuja 900288
Nigeria

Postadresse

Embassy of Switzerland
P.O. Box 5162
Abuja 900003
Nigeria

Telefon

+234 9 22 00 400 / 01 / 02
+234 9 22 00 404 (Visa)

Fax

+234 9 22 00 403

E-Mail

abu.vertretung@eda.admin.ch
abu.visa@eda.admin.ch (Visa)

Website

www.eda.admin.ch/abuja

Schweizerisches Generalkonsulat und Trade Point in Lagos

Adresse

Consulate General of Switzerland
15, Onisiwo Road (former Probyn Road)
Ikoyi, Lagos
Nigeria

Postadresse

Consulate General of Switzerland
P.O Box 50235
Falomo
Ikoyi, Lagos
Nigeria

Telefon

+234 1 904 2658
+234 1 904 2656
+234 1 904 2657

Fax

+234 1 904 2660

E-Mail

lag.vertretung@eda.admin.ch

Website

www.eda.admin.ch

Nigerianische Botschaft in Bern

Adresse

Nigerian Embassy Bern
Case postale 574
Zieglerstrasse 45
Bern

Telefon

+41 31 384 26 00

Fax

+41 31 384 26 26

E-Mail

info@nigerianbern.org

Website

www.nigerianbern.org/

2.7 Internetadressen

www.s-ge.com

www.swisscham-africa.ch

www.sabc.ch

www.nesgroup.org

<http://www.invest-nigeria.com/>

www.nepc.gov.ng

www.cac.gov.ng

www.naccima.com

www.lagoschamber.com

www.iodnigeria.org

<http://accinigeria.com/>

www.kaccima.org

Schweizerische Exportförderung

Wirtschaftskammer Schweiz-Afrika

Swiss African Business Circle

Nigerian Economic Summit Group

Nigerian Investment Promotion Commission

Nigerian Export Promotion Council

Corporate Affairs Commission

Nigerian Association of Chambers of Commerce,
Industry, Mines and Agriculture

Lagos Chamber of Commerce and Industry

Institute of Directors Nigeria

Abuja Chamber of Commerce, Industry

Kano Chamber of Commerce, Industry, Mines &
Agriculture